Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Luttes-et-propositions-politiques

rencontres internationalistes de Vénissieux

Luttes et propositions politiques et syndicales dans le monde

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2010 -



Date de mise en ligne : dimanche 28 novembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le 12 août dernier, l'OIT a rendu public un rapport sur le travail des jeunes. Ce rapport concrétise bien ce que sont les conséquences sociales actuelles de la crise nancière mondiale.

Je cite : « 81 millions de sans-emploi parmi les 620 millions de jeunes économiquement actifs âgés de 15 à 24 ans ». Le rapport souligne : « le plus haut niveau jamais enregistré ».

L'0IT pointe « le risque de jeunes gens qui ont perdu tout espoir de pouvoir travailler pour gagner décemment leur vie » et ajoute « l'incapacité à trouver un emploi génère un sentiment d'inutilité et de désoeuvrement qui peut provoquer une hausse de la criminalité, des problèmes mentaux, de violence, de conflits et de drogues : ».

Cette alerte est d'autant plus importante qu'elle vient d'une organisation par nature consensuelle, composée de 50% de représentants des gouvernements, 25% des employeurs et 25% des syndicats de salariés dont une large majorité de syndicats acquis à la modération et au partenariat . Si l'alerte est importante, le constat, lui, est significatif de l'ampleur des problèmes sociaux qui sont devant nous.

Les jeunes ne sont pas les seuls à être dans une situation inquiétante, la situation des migrants, des sans-droits, des personnes qui dépendent des régimes sociaux, malades, handicapés, chômeurs, retraités, le sont également.

Toujours selon l'0lT, il y a dans le monde 200 millions de chômeurs mais surtout ils font la prévision à court terme de 1,4 milliard de personnes qui devront vivre avec 2 dollars par jour et par personne. C'est parmi ceux-là que l'on trouve les plus de 900 millions de personnes presque 1 sur 7 qui sont en permanence sous alimentés et les enfants de moins de 10 ans dont 1 meurt de faim toutes les 5 secondes.

Ce constat n'est évidemment pas la conséquence de lois économiques incontournables ni l'incapacité des pays du tiers-monde à sortir du sous-développement.

Jean Ziegler qui est le rapporteur de la commission des droits de l'homme de l'0NU vient de déclarer : *« En 2009, les 500 plus puissantes sociétés transcontinentales privées ont contrôlé 52% du produit mondial brut »*. C'est-à-dire 50% de toutes les richesses produites en 2009 sur la planète.

Le rapport annuel publié par Merill Lynch et Cap Gemini, une de ces fameuses sociétés de cotation, indique pour 2009 par rapport à 2008 une croissance de 17% du nombre de personnes disposant d'un dépôt bancaire d'au moins un million d'euros en Europe.
Enfin, dernier chiffre, les dépenses d'armement ont dépassé les 1 600

Copyright © Le Vénissian

milliards de dollars en 2009.

Il n'y a pas besoin d'être doué pour les maths pour comprendre qu'il peut y avoir une autre répartition des richesses créées et suffisamment de moyens pour faire reculer les maux dont souffrent les populations.

Mais justement en régime capitaliste, peut-il y avoir une autre répartition de la richesse créée ?

Oui, il peut y avoir une autre répartition des richesses créées si on se place du point de vue des luttes sociales et politiques, du point de vue des progrès considérables qui ont été obtenus dans de nombreux domaines sur tous les continents et des progrès qui peuvent toujours être obtenus à condition d'inverser les rapports de force idéologique, politique et social.

Non, si on se place du point de vue du système lui-même. Sa raison d'être est le profit et le pouvoir pour le profit jusqu'à l'absence totale de systèmes sociaux s'il peut l'obtenir.

En Europe, par exemple, la stratégie de Lisbonne mise au point en 2000 pour avoir l'économie la plus compétitive du monde en 2010 s'est attaquée directement aux droits sociaux :

- A la protection sociale en 2001 avec le sommet de Barcelone dont nous connaissons précisément les objectifs aujourd'hui en matière de retraite.
- Aux conventions collectives et au Code du travail avec la directive Bolkestein qui continue de s'appliquer malgré le recul diplomatique mais inefficace du Parlement Européen.

Dans les pays en développement c'est bien entendu la charge de la dette, les programmes d'ajustement structurel du FMI, le pillage des multinationales et les gouvernements à la solde des pays développés qui sont la cause des grandes misères de la population.

Pour le système capitaliste, partout dans le monde, il ne doit pas y avoir de contraintes mêmes sociales à la liberté des affaires : maladie, chômage, retraites sont des questions d'assurance personnelle, pas le problème de la société et encore moins celui des entreprises.

Ils sont d'autant plus à l'offensive que le rapport des forces au plan mondial a sérieusement évolué en leur faveur depuis l'écroulement des pays socialistes européens.

L'opposition politique dans de nombreux pays se réduisant à la social-démocratie c'est-à-dire à la partie du mouvement ouvrier qui accepte l'économie de marché mais demande a ce qu'elle soit régulée pour en limiter les conséquences sociales. La formule bien connue de Jospin *« Oui a l'économie de marché, non à la société de marché »* illustre clairement

l'acceptation du marché pour le réguler.

Le concept angle-saxon du Care repris par Martine Aubry ne se différencie pas de cette démarche.

La compassion de la société à l'égard des plus pauvre est certes nécessaire, mais demeure une simple recherche de correction des conséquences d'un système économique accepté.

Cette compassion ne peut résister aux cures d'austérité décidées pour compenser le refinancement du système bancaire et ensuite le déficit des Etats.

Dans ce contexte, il est particulièrement remarquable que sur tous les continents, les travailleurs luttent et malgré la répression obtiennent des résultats.

Que1ques exemples que j'ai considéré comme significatifs.

- Au Pérou, après plusieurs années de lutte, les travailleurs ont obtenu le droit de négocier des conventions collectives. Ils continuent Faction sur le plan politique pour obtenir une assemblée constituante (c'est-à-dire un changement de gouvernement). Cependant, nous venons d'apprendre que la bourgeoisie péruvienne remet en cause le droit de négocier les conventions collectives et une nouvelle bataille est engagée
- En Colombie, les luttes s'opposent à la précarisation de l'emploi et revendiquent des enquêtes sur les assassinats de dirigeants syndicaux et du peuple. Dans ces pays, les manifestations du 1" mai ont été particulièrement importantes.
- Au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, le rapport des forces consolide les processus en cours.
- Au Sénégal, les syndicats sont engagés depuis un an dans un bras de fer avec le gouvernement qui veut réformer l'article L 42 du Code du travail sur le contrat a durée déterminée et pour l'instant le gouvernement n'a pas pu faire passer sa réforme.
- Au Gabon, les syndicats ont obtenu en début d'année l'interdiction des exportation des grumes (bois) pour transformer la matière première dans le pays.
- La presse a fait écho des grèves en Guinée et en Afrique du Sud pour les salaires.
- En Inde, les luttes revendiquent la mise en place d'un système public de distribution d'un panier de 25 produits de base vendu à un prix subventionné.
- Aux Philippines, les luttes portent sur un véritable système de sécurité sociale et sur des droits élémentaires pour que les syndicats puissent exister et pour que le droit constitutionnel à la négociation collective soit respecté.
- En Chine, de nombreuses luttes ont lieu contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail à l'encontre sociétés multinationales qui ne tiennent pas compte du code du travail. Et vous avez vu que des succès importants sont obtenus
- En Australie, bien que l'activité économique soit tirée par l'exportation vers la Chine et un programme important d'investissements, le maintien par le gouvernement travailliste des lois votées par le gouvernement conservateur précédent, notamment concernant les libertés syndicales, vient d'être sanctionné lors des élections législatives qui ont eu lieu en août.
- La situation en Palestine est une préoccupation constante de nombreux

Copyright © Le Vénissian

syndicats du Moyen Orient et du Maghreb. Toutefois des actions revendicatives concrètes ont lieu sur la situation des migrants dans les pays du Golfe, sur l'emploi et les salaires, notamment en Algérie, au Maroc et au Liban.

- En Europe, dans la dernière période, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal et en France, mais aussi en Hongrie, Roumanie et en Russie, des luttes combatives ont eu lieu et peuvent continuer de se développer et de s'élargir.
- En France, la lutte actuelle sur les retraites est particulièrement puissante et combative. Elle bouscule le rapport des forces sociales même si le mouvement est rentré dans une nouvelle phase, la revendication de la retraite à 60 ans reste posée et peut-être obtenue si les salariés ne renoncent pas. En même temps, le rapport des forces créé peut déboucher aussi au niveau des entreprises et des branches sur des revalorisations de salaires, des créations de postes et d'emplois stables, d'améliorations des conditions de travail. Au plan idéologique, le mouvement en cours est une critique radicale du système capitaliste et il appelle à l'ouverture d'une perspective politique.

Nous sommes loin d'un mouvement social atone, écrasé par la chape de plomb des politiques néolibérales comme on voudrait nous le faire croire. Mais le mouvement syndical international est il à la hauteur des possibilités ?

Après 1993, la CISL, forte de la théorie de la lin de l'histoire, a cherché à occuper la place qu'e1le estimait devoir lui revenir, c'est »à-dire toute la place.

La création de la CSI, regroupant deux des trois internationales existantes, la CISL et la CMT, s'est faite pour remplir cette place revendiquée comme légitime sur ses conceptions.

C'est ainsi que les documents de son Congrès constitutif appellent les syndicats à saisir les opportunités de la mondialisation.

Aujourd'hui encore, et je cite : « les occasions offertes par la crise d'opérer un changement fondamental n'ont pas disparu ».

On est toujours sur la démarche « n'attaquons pas le système, sachons saisir les possibilités qu'il offre. » Les objectifs demeurent ; le travail décent et une mondialisation équitable.

Au plan institutionnel, notamment à l'OIT, la CSI est très comprehensive. Tous les ans, lors de la Conférence de juin, patronat et gouvernement se livrent à une provocation à l'occasion de la discussion sur les droits syndicaux. Cuba, le Venezuela et d'autres ont irrégulièrement été mis au ban des accusés. Cette année, ils ont fait plus fort. Ils ont retiré la Colombie des pays dangereux pour le syndicalisme Il Normal, il n'y a jamais eu que 28 syndicalistes assassinés en 2009 en Colombie...

La CSI accompagne chaque fois ces opérations.

Ceux qui ont accepté le dialogue social sont bien mal récompensés pour l'instant au moins en France.

Copyright © Le Vénissian

Vous avez sans doute été attentifs au tir de barrage du patronat et de la presse de droite contre les syndicats. C'est Yvon Gattaz, l'ancien président du CNPF de l'époque, s'interrogeant sur la n souhaitable des syndicats : « *A-t-on besoin de ces corps intermédiaires qui se refusent à jouer leur rôle de partenaires sociaux ?... Les droits acquis par les syndicats et fxés par le Code du travail sont devenus une carapace qui empêche nombre d'entreprises d'avancer.* »

Et dans le journal Le Figaro : *« il reste une bastille à faire tomber : le despotisme syndical. »*

Le partenariat social n'était-il qu'une simple transition vers sa disparition ? En tout cas, les salariés et leurs syndicats viennent d'apporter la réponse qui convient à cette prétention.

Après 1993, la FSM a vécu comme elle a pu pendant quelques années et a pris un nouveau départ à l'occasion de son dernier Congrès à Cuba en 2007. Depuis, elle a développé un travail important de rencontres sur tous les continent et chaque fois accompagné de soutiens concrets au processus en cour en Amérique Latine, contre le blocus à l'égard de Cuba, d'appels aux soutiens financiers à l'égard d'Haïti et du Pakistan. De nombreux contacts également en Asie et en Afrique. En Europe, elle a pris des initiatives pour faire débattre de la crise et du rôle des syndicats, des systèmes de protection sociale. Elle est un soutien actif aux luttes en Grèce et au Portugal notamment.

De tous temps, la FSM a soutenu la lutte du peuple palestinien pour son droit à une patrie viable avec Jérusalem comme capitale.

Aujourd'hui, elle agit auprès des instances de l'ONU pour que le blocus de Gaza soit levé et pour une commission d'enquête indépendantepour déterminer les responsabilités d'Israël et les crimes commis à l'égard de la population de Gaza et à l'égard de ceux qui ont voulu forcer le blocus pour apporter l'aide humanitaire.

Sur le plan de luttes, elle a pris le 14 juin, l'initiative d'un appel à faire du 7 septembre une grande journée internationale de grèves et de manifestations pour appuyer et élargir les actions en cours.

La FSM, avec ses moyens, est forte aujourd'hui de 200 syndicats nationaux venant de 110 pays et représentant 72 millions d'adhérents. Depuis son précédent Congrès, sa progression est intéressante puisque 64 syndicats ont adhéré. Elle tiendra son prochain congrès en avril 2011 à Athènes avec l'ambition de faire exprimer de manière forte et combative les aspirations du monde du travail.?

Pour finir quelques mots sur notre association "les amis de la FSM". Nous sommes quelques uns à avoir considéré que l'impasse médiatique totale sur la FSM, dans la presse, y compris la presse politique et syndicale française n'était pas une situation saine.?

On peut penser ce que l'on veut de la FSM et le dire, tout comme de la CSI ou de la CES, mais accepter la chape de silence, le boycott complet, l'absence d'informations sur son existence, ses positions et son activité, c'est priver les

Copyright © Le Vénissian

salariés d'informations auxquelles ils ont droit parce qu'elles contribuent à leurs réflexions et leurs engagements.

C'est sur cet objectif que se situe notre association.

Faire connaitre la FSM dont nous sommes les amis à ceux que nous pouvons informer avec nos propres moyens et ceci sans distinction, le plus largement possible.

Nous pensons que c'est utile au mouvement ouvrier Français.

Copyright © Le Vénissian